



**RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'EQUIPE DE L'UNITE
D'EXECUTION DU PROJET PCRSS-ALG EN MANAGEMENT, LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES, GENRE ET INCLUSION SOCIALE ET
SECURITE CLIMATIQUE**

Septembre 2022

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'Autorité de Développement Intégré des Etats du Liptako-Gourma (ALG) est un organisme intergouvernemental créé le 03 décembre 1970 par trois pays que sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger et régi successivement par un Protocole d'Accord révisé le 20 décembre 2000, puis par un traité révisé le 24 janvier 2017 actuellement en vigueur. Elle a pour mission (i) de contribuer au développement des économies des pays membres par la mise en valeur des ressources minières, énergétiques, hydrauliques, agricoles, pastorales et piscicoles et la construction en commun d'infrastructures de développement, (ii) élaborer et mettre en œuvre une stratégie appropriée qui réponde aux défis sécuritaires dans les Etats membres. Son action s'inscrit dans trois axes majeurs que sont la réduction de la pauvreté, le développement durable et le renforcement de la sécurité.

Les trois (3) Etats membres de l'ALG, tous sahéliens figurent parmi les États les plus fragiles et les plus pauvres du monde, et appartiennent tous à la catégorie des Pays les Moins Avancés (PMA) définie par les Nations Unies. Ils sont caractérisés par d'immenses handicaps structurels, des économies particulièrement vulnérables, des niveaux de capital humain et de revenu par habitant relativement faibles.

La région du Liptako-Gourma fait partie de cet ensemble et est confrontée depuis 2012 à une combinaison de défis multidimensionnels, notamment la détérioration de la situation sécuritaire, des vulnérabilités structurelles économiques et sociales, ainsi que les risques liés au changement du climat. Ces défis ont entraîné d'immenses besoins humanitaires ainsi que de nombreux déplacés. On estime que dans la région du Liptako-Gourma, près de 2,1 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire sévère.

C'est dans ce contexte que le Projet Communautaire de Relèvement et de Stabilisation du Sahel (PCRSS) a été conçu pour contribuer au relèvement et à la résilience des

communautés dans les zones cibles de la région du Liptako-Gourma au Burkina Faso, au Mali et au Niger à travers une approche régionale soutenant des services et infrastructures socio-économiques intégrés, des moyens de subsistance et du développement territorial, des données et de la coordination régionale.

L'ALG a bénéficié de la Banque mondiale un appui pour la mise œuvre de la Sous composante 3a " Renforcement de la collaboration régionale pour le relèvement et la stabilisation" du Projet communautaire de Relèvement et de stabilisation au Sahel dont les composantes sont :

Composante 1 : « Relèvement résilient et inclusif des communautés touchées par les conflits » ;

Sous-composante 1a : Appui aux moyens de subsistance de base et aux activités génératrices de revenus ;

Sous-composante 1b : Livraison d'articles ménagers, de biens et de petits travaux d'infrastructure dans les régions touchées par la crise ;

Composante 2 : « Appui transitoire à la stabilisation et au développement territorial des communautés » ;

Sous-composante 2a : Accès aux infrastructures et services socio-économiques résilients ;

Sous-composante 2b : Moyens de subsistance résilients et interventions de développement économique local ;

Composante 3: « Dialogue régional, coordination et renforcement des données et des capacités » ;

Sous-composante 3a : Renforcement d'une plate-forme de collaboration régionale pour le relèvement et la stabilisation ;

Sous-composante 3b : Renforcement des capacités nationales pour la collaboration régionale ;

Composante 4 : « Gestion du Projet » ;

Composante 5 : Composante d'Intervention d'Urgence Contingente (CERC)

La composante 3 du projet qui concerne la mise en place d'une plateforme régionale de données fournira aux parties prenantes régionales, nationales et locales des informations exactes, actualisées et largement partagées sur les facteurs de fragilité et de conflit les plus sévères, ainsi que les opportunités favorisant le développement et la stabilité grâce à la coopération transfrontalière.

Cette composante vise en particulier à :

- ✚ Faciliter l'accès à l'information et aux données de haute qualité pour mieux comprendre les dynamiques nationales et régionales complexes et les investissements existants ;
- ✚ Soutenir une analyse fondée sur des données probantes pour le développement de la politique et de la programmation régionales/transfrontalières à travers les Productions de connaissances ;
- ✚ Renforcer la coopération régionale entre les pays frontaliers et entre les partenaires en fournissant des bases solides et neutres pour la discussion, la coordination et la planification par le biais du dialogue.

L'ALG s'est engagée à mettre en œuvre les mesures et actions concrètes dont il est responsable (en particulier les activités de la sous-composante 3a du PCRSS concernant le renforcement de la collaboration entre les trois parties prenantes nationales et d'autres institutions) pour que le Projet soit exécuté en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires nationales en vigueur en matière de gestion de l'environnement et des risques sociaux et dans le respect des Normes environnementales et sociales (NES) de la Banque mondiale.

Par l'entremise de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) mise en place dans les locaux de l'ALG, celui-ci est responsable du respect de toutes les exigences du PEES et la mise en œuvre des actions et des mesures permettant de faire face à ces risques et effets, qui peuvent comprendre notamment les effets environnementaux, sanitaires et sécuritaires, surtout en relation au Covid-19, et l'afflux de main-d'œuvre, comme aussi

l'Exploitation et Abus sexuels (EAS) et le Harcèlement sexuel (HS).

Un renforcement des capacités de l'équipe de l'unité d'exécution est prévu sur
- les **procédures de passation des marchés, la gestion administrative, financière et comptable, le suivi évaluation des projets financés par la banque mondiale et les changements climatiques, genre et inclusion sociale et sécurité climatique.**

Il s'agira pour le personnel de se familiariser sur les procédures de la banque pour une gestion efficiente et efficace pour le projet

C'est ce qui justifie l'élaboration de ces termes de référence pour engager un cabinet pour assurer cette formation..

II. OBJECTIFS DE LA MISSION

II.1 Objectif global

Les présents termes de référence sont conçus pour le recrutement d'un consultant pour la formation de l'équipe de l'unité d'exécution du projet PCRSS-ALG de l'Autorité de Développement intégré des Etats du Liptako-Gourma en **procédures de passation des marchés, gestion administrative, financière et comptable, suivi évaluation des projets financés par la banque mondiale et sur les changements climatiques, genre et inclusion sociale et sécurité climatique.**

II.2 Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, la formation vise les objectifs suivants :

- développer les compétences de l'équipe de l'unité d'exécution du projet PCRSS-ALG dans les procédures de passation des marchés des projets financés par la Banque Mondiale;

- développer les compétences de l'équipe de l'unité d'exécution du projet PCRSS-ALG dans la gestion administrative, financière et comptable des projets financés par la Banque Mondiale ;
- développer les compétences de l'équipe de l'unité d'exécution du projet PCRSS-ALG à concevoir et mettre en place un système de suivi-évaluation ;
- renforcer les capacités de l'équipe de l'unité d'exécution sur les changements climatiques, genre et inclusion sociale ;
- **Former sur les meilleures pratiques**, concernant la politique et la programmation de la sécurité climatique, les outils, les dispositions institutionnelles et les mécanismes, y compris les mécanismes intégrés d'alerte précoce et de prévention de la sécurité climatique.

III. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus de la formation sont les suivants :

- l'équipe de l'unité d'exécution du projet PCRSS-ALG est formée aux procédures de passation des marchés des projets financés par la Banque Mondiale ;
- l'équipe de l'unité d'exécution du projet PCRSS-ALG a acquis les compétences dans la gestion administrative, financière et comptable des projets financés par la Banque Mondiale;
- l'équipe de l'unité d'exécution du projet PCRSS-ALG a acquis les compétences pour la conception et la mise en place d'un système de suivi-évaluation ;
- Les capacités de l'équipe de l'unité d'exécution du projet PCRSS-ALG sur les changements climatiques, genre et inclusion sociale et sécurité sont renforcées.
- l'équipe de l'unité d'exécution du projet PCRSS-ALG est formée sur les meilleures pratiques, concernant la politique et la programmation de la sécurité climatique, les outils, les dispositions institutionnelles et les mécanismes, y compris les mécanismes intégrés d'alerte précoce et de prévention de la sécurité climatique.

IV. TACHES A ACCOMPLIR PAR LE CABINET

- Préparer les différents modules tels que définis dans les objectifs spécifiques ;
- Préparer les différents supports pour la formation ;
- Former l'équipe de l'unité d'exécution du projet PCRSS-ALG sur une durée de trente (30) jours en quatre séquences (une de 7 jours) pour chaque thème. .
- la formation sur les changements climatiques, genre et inclusion sociale et sécurité climatique se focalisera sur les modules suivants :
 - o formation / renforcement des capacités du personnel de l'UEP sur les EAS/HS : Prévention, réponse, mitigation, développement et mise en œuvre du Plan d'Action, dont les codes de conduite, VIH-SIDA, etc. ;
 - o formation / renforcement des capacités du personnel de l'UEP sur les Mesures de sensibilisation et d'information sur les procédures **EAS** ('Exploitation et Abus sexuels) /**HS** (Harcèlement sexuel) ;
 - o formation / renforcement des capacités du personnel de l'UEP sur le contenu et mise en œuvre du **MGP** (Mécanisme de gestion de plaintes) dans les trois pays concernés (procédures d'enregistrement et de traitement des plaintes ; utilisation de la procédure pour les différents acteurs ; etc.) ;
 - o formation / renforcement des capacités du personnel de l'UEP sur le Recensement et la mobilisation des parties prenantes ;
 - o formation / renforcement des capacités du personnel de l'UEP sur la Santé et sécurité, VBG/EAS/SS- Santé et sécurité); Travail Forcé, gestion des déchets (standard, liquide, dangereux, etc.), etc. ;
 - o formation / renforcement des capacités du personnel de l'UEP sur la sécurité climatique ;

V. LIVRABLE

Le cabinet produira :

- un rapport de démarrage qui fera l'objet d'une restitution au Secrétariat Exécutif ;
- un rapport définitif de la formation ;
- des attestations aux différents participants ;
- des modules de la formation en version numérique.

VI. QUALIFICATION DU CABINET

Le cabinet devrait avoir une expérience confirmée dans **le domaine de formation** surtout en management des projets , gestion de projet, audit et contrôle de projet et/ou **en changements climatiques, genre et inclusion sociale et sécurité climatique ou équivalent.**

Il devrait justifier d'une expérience d'au moins cinq (05) ans dans le domaine et avoir effectué des missions similaires en renforcement de capacités sur les thèmes mentionnés.

Le Cabinet disposera d'une équipe d'experts ayant les profils requis pour les différents thèmes proposés :

- Un Chef de mission, expert en Management des projets, ayant au moins un BAC+4 en économie, droit, finance, gestion des projet ou équivalent, justifié d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) dans la formation en management des projets/programmes et disposant de missions similaires de formation sur les procédures de la Banque mondiale, Banque africaine de développement (BAD), Banque Islamique de développement (BID)..

Une expérience professionnelle dans l'un des pays de l'Autorité de Développement Intégré des Etats du Liptako-Gourma serait un atout.

- Expert en passation des marchés ayant au moins un BAC +4 ans en économie, administration, finance, marchés publics ou équivalent, justifié d'une expérience

professionnelle de cinq (5) ans dans le domaine de la formation et disposant des missions similaires en formation sur la passation des marchés, passation de marchés de projets/programmes financés par la Banque mondiale (BM), Banque africaine de développement (BAD); Une expérience professionnelle dans l'un des pays de l'Autorité de Développement Intégré des Etats du Liptako-Gourma serait un atout.

- Un expert en gestion financière ayant au moins un BAC +4 ans en économie, finance, gestion ou équivalent, justifié d'une expérience professionnelle de cinq (5) ans dans le domaine de la formation et disposant des missions similaires en gestion financière de projets/programmes financés par la Banque mondiale (BM), Banque africaine de développement (BAD) ;

Une expérience professionnelle dans l'un des pays de l'Autorité de Développement Intégré des Etats du Liptako-Gourma serait un atout.

- Un expert en suivi évaluation ayant un BAC + 4 en économie, droit, finance, gestion des projet ou équivalent, justifié d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) dans la formation en suivi évaluation des projets et programmes financés par la banque mondiale, la Banque africaine de développement ou la Banque islamique de Développement.

- Un expert en sauvegarde environnementale et social, ayant une Maîtrise ou diplôme d'études supérieures équivalent en études des conflits, développement international, gestion de l'environnement, changement climatique, sécurité climatique ou dans un domaine d'études connexes ;

Il doit avoir au moins Cinq ans d'expérience dans la formation sur les politiques Environnementales et Sociales de la Banque Mondiale sur les changements climatiques et sur la sécurité climatique ;

Avoir réalisé des missions similaires en formation sur les politiques Environnementales et Sociales de la Banque Mondiale sur les changements climatiques et sur la sécurité climatique.

Une expérience professionnelle dans l'un des pays de l'Autorité de Développement Intégré des Etats du Liptako-Gourma serait un atout.

Une expérience dans la conduite d'analyses de conflits, y compris l'analyse/l'évaluation des risques de sécurité liés au climat, est souhaitable, dans des situations de conflit et d'après-conflit ; Une bonne connaissance de la région du Liptako-Gourma et/ou du Sahel est un atout.

VII. PROCEDURE DE RECRUTEMENT

Le cabinet sera sélectionné selon les procédures de passation de Marché de la Banque Mondiale fondée sur la qualification du consultant conformément aux principes décrits dans les Règlements de Passation de Marchés applicables aux Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'IDA, de juillet 2016, révisé en novembre 2017 aout 2018 et novembre 2020 et accessibles à l'adresse www.worldbank.org.

VIII. DUREE DE LA MISSION

La durée de la mission est de trente (30) jours calendaires en quatre séquences (de 7 jours) pour chaque thème. Les formations se dérouleront à Koudougou dans la région du Centre-Ouest.

IX. FINANCEMENT

Le financement de l'étude sera assuré par le budget du projet PCRSS-ALG.